



NGO Coalition on Human Rights in Fiji

**Towards a Fiji that respects
and protects human rights**

La coalition d'ONG fidjiennes sur les Droits de l'Homme et les Partenaires Solidaires Lancent un Appel en Faveur de la Liberté et de la Justice dans le Pacifique et en Palestine

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La coalition des ONG fidjiennes pour les droits de l'homme et ses partenaires solidaires sont descendus dans la rue ce matin à Suva, aux Fidji, pour demander pacifiquement aux dirigeants du Pacifique de soutenir la liberté, la décolonisation et les droits de l'homme en Kanaky Nouvelle-Calédonie et en Papouasie Occidentale.

Cette manifestation pacifique fait suite aux récents événements survenus en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), qui se sont soldés par des pertes humaines, à l'intensification des forces de police et des forces paramilitaires françaises et aux violations des droits de l'homme commises par l'Indonésie en Papouasie occidentale.

"Alors que la France commémore la fête de la Bastille ce 14 juillet et célèbre ses propres principes de liberté, d'égalité et de fraternité, ses propres actions dans le Pacifique contredisent cette fête nationale", a déclaré Rosa Moiwend du Réseau Pacifique sur la Mondialisation.

"La colonisation par la France des territoires du Pacifique et ses actes de répression continus à Maohi Niu et Kanaky Nouvelle-Calédonie sont tout à fait à l'opposé de ce que la Révolution française a réalisé. Aujourd'hui, ils symbolisent la Bastille et la monarchie qui opprime et

maltraite le peuple et nie son droit à l'autodétermination sur ses propres terres", a déclaré M. Moiwend.

Les émeutes et les troubles du mois de mai en Nouvelle-Calédonie Kanaky ont entraîné le déploiement de plus de 3 000 agents de sécurité venus de France. Dans le meilleur des cas, cela repose sur l'idée très erronée que les défis du processus de décolonisation peuvent être résolus par la force.

Cependant, il devient de plus en plus clair que le rétablissement de l'ordre et de la paix n'est qu'un déguisement pour les véritables objectifs de la France, à savoir un repli délibéré et une extension du contrôle colonial.

Près de deux mois après la flambée de violence, les tensions restent vives et les restrictions imposées aux Kanaks continuent de susciter de vives inquiétudes.

En outre, des atrocités et des brutalités policières ont été signalées à l'encontre de jeunes Kanak, et les autorités françaises ont même extradé un certain nombre de militants autochtones kanak vers des prisons en France.

"Le président français Emmanuel Macron doit être responsable de l'état actuel de la Kanaky Nouvelle-Calédonie. Blâmer les dirigeants kanak et les faire arrêter et détenir en France est une dissimulation et une tactique pour asseoir le pouvoir. Nous demandons au président Macron de libérer les 6 leaders kanaks et de leur permettre de bénéficier d'une représentation légale."

Olivia Baro, de la Conférence des Églises du Pacifique, a ajouté que la question de la Papouasie occidentale et les violations des droits de l'homme en cours ne doivent pas être oubliées et que l'Indonésie doit être tenue pour responsable.

L'influence continue de l'Indonésie sur le Groupe Mélanésien du Fer de Lance (MSG) et le Forum des Leaders des îles du Pacifique a continué à faire taire les voix des Papous occidentaux. En tant que peuples du Pacifique, nous resterons solidaires de la Papouasie occidentale et de son droit à l'autodétermination.

"Alors que nous commémorons le massacre de Biak ce mois-ci et que nous nous souvenons des nombreuses vies perdues en Papouasie occidentale, la répression continue de la Papouasie occidentale par l'Indonésie est une lutte similaire à celle de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, de la Palestine et de nombreuses luttes pour les droits de l'homme dans le monde entier", a déclaré M. Baro.

Malgré les restrictions imposées par les autorités, qui interdisent la présence de drapeaux et de banderoles palestiniens lors de la marche d'aujourd'hui, la coalition est solidaire de nos frères, de nos sœurs et de nos familles en Palestine.

La Coalition des ONG sur les droits de l'homme à Fidji et ses alliés organisent tous les jeudis depuis huit mois des veillées dans l'enceinte du Centre de crise des femmes de Fidji pour la Palestine, la Papouasie occidentale et la Kanaky, appelant le gouvernement de Fidji et les

dirigeants du Pacifique à soutenir le cessez-le-feu à Gaza et à protéger les droits des Palestiniens, des Papous de l'Ouest et des Kanak.

"Les luttes des Palestiniens ne sont pas différentes de celles de la Papouasie occidentale, de la Kanaky Nouvelle-Calédonie. Il s'agit de luttes pour l'autodétermination et leurs droits humains doivent être défendus", a déclaré Shamima Ali, coordinatrice du FWCC et présidente de l'ONGCHR.

-FIN-

Pour plus d'informations :

Semi Turaga

Fiji Women's Crisis Center

Email:semi@fijiwomen.com

Phone: 9984590